



Conseil économique et social

Distr. limitée
11 juillet 2012
Français
Original : anglais

Pour suite à donner

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Deuxième session ordinaire de 2012

11-14 septembre 2012

Point 6 b) de l'ordre du jour provisoire*

Projet de descriptif commun de programme de pays pour le Pakistan**

UNICEF, résultats et ressources, 2013-2017***

Table des matières

Introduction	
I. Analyse de la situation	2
II. Coopération passée et enseignements tirés	8
III. Programme proposé.	9
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme.	14
Annexe	
Cadre de résultats et de ressources de l'UNICEF pour le Pakistan, 2013-2017	16

* E/ICEF/2012/15.

** Le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF ont élaboré ensemble le projet de descriptif commun de programme de pays pour le Pakistan, 2013-2017, à l'aide d'une analyse commune et en présentant les résultats et les ressources complémentaires de chaque organisation. Les trois organismes présenteront le document à leur conseil d'administration respectif avec les cotes suivantes : DP/DCCP/PAK/1; DP/FPA/DCCP/PAK/1; et E/ICEF/2012/P/L.38.

*** Conformément à la décision 2006/19 du Conseil d'administration, le présent document sera révisé et affiché sur le site web de l'UNICEF en même temps que le tableau récapitulatif des résultats, au plus tard six semaines après son examen à la deuxième session ordinaire de 2012 du Conseil. Le projet de descriptif commun de programme révisé sera alors présenté au Conseil pour approbation à la première session ordinaire de 2013.



Introduction

1. Le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF ont élaboré ensemble un projet de descriptif commun de programme de pays pour 2013-2017 et exposé les résultats complémentaires attendus et les ressources affectées à cet effet par chacun des organismes. Le but commun est d'améliorer la cohérence, la programmation conjointe, la fourniture effective de l'aide au Pakistan, et d'accélérer l'application de l'approche commune des Nations Unies connue sous le nom de « Unis dans l'action ».

2. Le précédent programme des Nations Unies au Pakistan (2009-2012) faisait de ce pays l'un des huit projets pilotes de l'initiative « Unis dans l'action », et le nouveau descriptif commun de programme de pays reflète les priorités et les principaux résultats du programme de 'deuxième génération' de l'initiative, en mettant en valeur les avantages comparatifs des trois organismes. Le descriptif de programme donne aux trois organismes et à leur conseil d'administration la possibilité d'examiner les questions transversales, de mieux valoriser les synergies, de repérer les lacunes et d'éviter les doubles emplois, ce qui devrait améliorer l'efficacité globale. Le descriptif commun de programme de pays réduit également le nombre d'examens que le Gouvernement pakistanais devra réaliser et permet aux organismes participants de faire apparaître les complémentarités et leur volonté d'harmonisation, en mettant bien en évidence les domaines de coopération. Le descriptif de programme a été établi après consultation du Gouvernement pakistanais, des autres partenaires de développement et des administrations provinciales, de façon qu'il soit bien conforme aux priorités nationales et provinciales. Il s'inspire des objectifs de développement convenus sur le plan international et notamment les objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que des autres traités et instruments internationaux.

I. Analyse de la situation

3. Le Pakistan vient au sixième rang dans le monde pour la population, qui est actuellement de 177,1 millions; ce chiffre augmente chaque année de 2,05 %¹. Ces dernières années le pays a accompli des progrès considérables pour résoudre ses problèmes de développement. Le cadre de croissance économique (2011), défini par le gouvernement, cherche à répondre à ces problèmes par une transformation structurelle de l'économie, ainsi que par une amélioration de la productivité, une meilleure administration, une plus grande compétitivité sur les marchés, une plus grande créativité des villes, et un engagement accru en faveur des jeunes et des populations locales. Les plans de développement des provinces et des régions se répercutent au niveau local, sous forme de plans sectoriels particuliers qu'il faudra encore traduire en interventions concrètes.

4. Ces dernières années, le Pakistan a été exposé à de sérieuses difficultés macroéconomiques, a dû réduire les dépenses publiques et a connu des difficultés de balance des paiements. L'économie s'est stabilisée, mais la situation macroéconomique demeure préoccupante. La crise financière mondiale, la hausse des prix des denrées alimentaires et des combustibles, la difficulté de satisfaire la

¹ Economic Survey of Pakistan 2010-2011.

demande d'énergie et la répétition de catastrophes naturelles ont eu un impact économique considérable. Le taux réel de croissance du produit intérieur brut, qui en moyenne avait été de 5 % par an, n'a pas dépassé 3% entre 2007 et 2008. Il devrait être en moyenne de 3,6 % en 2011 et 2012².

5. Une situation difficile sur le plan de la sécurité et des crises multiples ont retenti sur l'existence quotidienne et les moyens d'existence de la population, et une partie des gains acquis sur le plan du développement ont été perdus. Les familles touchées et les populations qui les accueillent ont un besoin constant de soutien humanitaire. En outre, les familles qui rentrent volontairement dans leur région d'origine ont besoin d'un soutien pour se relever rapidement afin de rétablir leurs moyens d'existence et de reconstituer l'équipement local. De plus, le Pakistan accueille aussi le plus grand nombre de réfugiés au monde, puisqu'il y a 1,7 million de réfugiés afghans enregistrés et 1 million de réfugiés non enregistrés vivant actuellement dans le pays. La présence prolongée de ces réfugiés complique les problèmes de développement dans les zones d'accueil, et cela pose des problèmes supplémentaires pour l'obtention de solutions durables.

6. Alors que le Rapport sur le développement humain de 2011 note une amélioration de l'indice de développement humain depuis 1981, le Pakistan se trouve au 145^e rang sur 187 pays. L'incidence de la pauvreté est en baisse, puisqu'elle était de 34,5 % en 2000-2001 et de 22,35 % en 2005-2006, derniers chiffres disponibles. Mais la pauvreté demeure chose courante dans les zones rurales et reculées, les services sociaux étant très limités, de même que les perspectives économiques.

7. La priorité absolue est de s'assurer que le Pakistan puisse accélérer les progrès dans la réalisation des cibles et des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment ceux qui concernent la pauvreté et la faim, l'enseignement primaire universel, la santé maternelle et la durabilité environnementale. Pour réaliser les cibles, retenues pour 2015, de réduction de la pauvreté et de l'inégalité, il faudrait une croissance économique solidaire large ainsi que des investissements et des programmes de dépaupérisation bien ciblés. Il faudrait également renforcer le potentiel national et provincial et accélérer les progrès. Parmi les réponses du gouvernement figure le programme spécial *Benazir* de soutien des revenus, qui distribue des dons et qui cherche à renforcer les compétences et mettre en place un socle de protection sociale pour 6 millions de familles pauvres.

8. Le taux moyen de mortalité maternelle est de 276 pour 100 000 naissances vivantes. Au niveau territorial, les disparités dans les provinces et entre les provinces sont importantes, ce qui indique des problèmes d'accès aux services et l'utilisation de ceux-ci³.

9. Les disparités sur le plan scolaire sont également préoccupantes. En 2009, le nombre moyen d'années de scolarité des enfants pakistanais était de 5,7 mais, dans le quintile de revenu le plus bas il était de 2,4 ans seulement, et dans le quintile le plus riche de 8,9 ans. Les filles habitant dans les zones urbaines et se trouvant dans le quintile de revenu le plus élevé font en moyenne 9,4 années d'école, contre 1 an seulement pour les filles des zones rurales se trouvant dans le quintile de revenu le plus bas. La difficulté, pour les autorités fédérales, provinciales et locales et pour les

² Ibid.

³ Enquête démographique et de santé sur le Pakistan 2006-2007.

autres acteurs et partenaires, est d'agir pour améliorer le sort des pauvres en fournissant des services sociaux élémentaires et une protection sociale de base. Pour assurer un développement solidaire, il est essentiel d'augmenter, dans un esprit d'équité, les dépenses consacrées aux services sociaux de base.

10. Le taux net de scolarisation dans le primaire a bien progressé partout dans le pays, et cela réduit les disparités entre garçons et filles. Cependant, 7,3 millions d'enfants d'âge scolaire, dont 57 % sont des filles, ne sont pas inscrits dans les écoles primaires⁴. Le Gouvernement pakistanais s'est engagé à accroître cette scolarisation dans l'article 25A du 18^e Amendement de la Constitution, qui garantit le droit à l'éducation : 'l'État dispense l'éducation gratuite et obligatoire à tous les enfants de 5 à 16 ans, selon des dispositions déterminées par la loi'. Cela crée de vastes possibilités de mener une action sur plusieurs fronts mobilisant à la fois les 'détenteurs de droits' et les mandataires, pour assurer le respect de cette obligation légale tout en renforçant le potentiel provincial et en remédiant au problème des normes socioculturelles qui font que les enfants quittent l'école.

11. Si l'accroissement naturel de la population diminue, le taux de fécondité général a atteint un niveau stable proche de quatre naissances par femme, avec des différences appréciables selon le groupe de revenu. Selon l'Enquête démographique et de santé du Pakistan 2006-2007, le taux de fécondité général du quintile de richesse le plus bas était de 5,8 naissances, ce taux étant de 3 naissances dans le quintile le plus riche. Les femmes appartenant au groupe d'âge 15-19 ans, le plus jeune pour la procréation, avaient un taux de fécondité de 51 naissances pour 1 000 femmes, ce qui prouve que le mariage précoce et les grossesses précoces restent un phénomène dominant. Cependant, les besoins non satisfaits de planification familiale étaient de 20 % chez les femmes de 15 à 19 ans, ce qui indique que, moyennant un meilleur accès aux services, les taux de fécondité dans ce groupe devraient baisser.

12. Actuellement, 28 % des Pakistanais ont entre 15 et 29 ans. Transformer cette 'poussée de jeunesse' en un dividende démographique n'est pas simple. Dans l'ensemble, la population active augmente de 3,2 % par an. En 2030, la population en âge de travailler représentera sans doute environ 67 % de la population totale, contre 55 % actuellement, d'où une forte augmentation de la demande d'emplois. Cependant, 32 % des jeunes n'ont pas d'instruction, et la plupart n'ont aucune formation professionnelle et n'ont pas appris les compétences utiles à la vie quotidienne. Selon une enquête faite par le Centre pour la réduction de la pauvreté et le développement de la politique sociale, le chômage est, après l'éducation, le deuxième problème le plus important que rencontrent les jeunes. Le cadre de croissance économique, défini par le gouvernement, envisage des possibilités de développer les compétences lucratives, chez les jeunes, afin d'accroître l'accès à l'emploi décent et productif. Comme la moitié environ de la population a moins de 21 ans, le pays doit améliorer les soins de santé et l'éducation dispensés à tous les enfants et adolescents des deux sexes, en particulier ceux qui vivent dans une pauvreté persistante.

13. Trente sept pour cent de la population pakistanaise vit dans les villes, et cette poussée d'urbanisation se traduit par une dégradation de la qualité des services

⁴ Institut de statistique de l'UNESCO, *Rapport mondial 2011 du suivi sur l'éducation pour tous* (statistique de 2009).

publics fournis. Un accès équitable à des services sociaux de base de qualité – santé publique, santé de la procréation, nutrition, eau et assainissement, promotion de l'hygiène et éducation – est limité par le caractère pluridimensionnel des disparités. Par exemple, l'absence d'investissements dans le secteur de la santé publique se traduit par des lacunes dans l'accès aux soins de santé primaires, notamment aux soins préventifs. Le Programme élargi de vaccination ne couvre pas tout le pays; il varie de façon appréciable selon les provinces, les régions et les districts. Le *Lady Health Worker Programme* (Programme de formation d'assistantes sanitaires) demeure la pièce essentielle du système de soins de santé communautaires, mais sa capacité est limitée faute de ressources suffisantes. Pour résoudre ces problèmes, il faudrait des interventions de longue haleine et il faudrait aussi modifier avec soin les politiques suivies afin d'améliorer la situation économique et élargir les services sociaux dispensés à la population. Il faut pour cela développer les possibilités éducatives des enfants et des adolescents, veiller à leur état de santé, en particulier ceux qui vivent dans une pauvreté persistante.

14. Le taux de mortalité des moins de 5 ans au Pakistan est l'un des plus élevés de l'Asie. Ce taux varie, entre 102 pour 1 000 naissances vivantes chez les enfants dont la mère n'a aucune instruction, à 59 pour 1 000 naissances vivantes chez les enfants dont la mère a suivi un enseignement supérieur. Dans le quintile le plus pauvre, la probabilité, pour un enfant, de mourir avant son cinquième anniversaire est de 121 pour 1 000 naissances vivantes, contre 60 pour 1 000 dans le quintile le plus riche. Les causes les plus courantes de décès des enfants en bas âge sont la diarrhée, les infections respiratoires, la malnutrition et aussi l'asphyxie à la naissance. Cela indique clairement qu'il existe des liens étroits entre les systèmes de soins, les questions de santé maternelle et les questions transversales telles que la nutrition, l'eau, l'assainissement et la promotion de l'hygiène, et surtout l'éducation.

15. Le taux de mortalité maternelle, qui est de 276 décès pour 100 000 naissances vivantes dans le pays, va de 175 dans les zones urbaines à 319 dans les zones rurales. L'inégalité d'accès à des soins de santé maternels et néonataux de qualité en est l'un des principaux obstacles. En effet, 18 % seulement des naissances ont lieu dans un établissement spécialisé et cette proportion est plus faible encore dans les zones rurales. Dans le pays, 39 % seulement des naissances sont surveillées par un accoucheur qualifié – une part importante de ces services étant fournis par le secteur privé. Dans le quintile le plus pauvre, 16 % des naissances sont surveillées par un accoucheur qualifié, contre 77 % dans le quintile le plus riche. En outre, la dernière Enquête démographique et de santé indique qu'environ 50 % des filles sont mariées avant l'âge de 20 ans, et 14 % avant l'âge de 16 ans – qui est l'âge légal, surtout dans les zones rurales. Cela explique l'augmentation de la mortalité maternelle et de la vulnérabilité aux causes de morbidité maternelle. Selon la politique du Pakistan en matière de population en 2010, le taux de prévalence contraceptive stagne à 30%, depuis plus de 10 ans. Or, les besoins non satisfaits sont de 25 %, de sorte qu'une forte proportion des grossesses sont non désirées, obstacle majeur à la réalisation de la cible relative à la mortalité maternelle du cinquième objectif du Millénaire pour le développement. Le système de santé publique peine à dispenser des soins de prévention et de contraception, des soins obstétricaux et néonataux d'urgence et autres soins de santé de la procréation, en particulier dans les zones rurales.

16. La malnutrition chronique et aiguë persiste à des niveaux critiques. La mère et l'enfant souffrent souvent de carence en micronutriments, notamment une carence en fer, qui entraîne l'anémie, une carence en zinc et une en vitamine A. Le

bouleversement des conditions d'existence, l'accès trop limité à l'alimentation, la dégradation de l'hygiène et de l'assainissement et la diminution de l'accès à de l'eau potable en quantité suffisante aggravent le risque de malnutrition. Les causes directes et les causes profondes de ce phénomène sont les grossesses trop précoces et trop fréquentes, de mauvaises pratiques d'alimentation des enfants en bas âge et des jeunes enfants, le manque d'habitude de consulter un médecin, et la prévalence de la diarrhée due à un accès insuffisant à l'eau potable et à des moyens adéquats d'assainissement. Parmi les causes profondes il faut citer les obstacles socioculturels, le manque d'instruction, en particulier chez les femmes, l'insuffisance des soins de santé et la mauvaise connaissance d'une nutrition adéquate.

17. La gravité de la situation sur le plan de la nutrition dans le pays a amené le Pakistan à se doter d'une stratégie intégrée en matière de nutrition. Cette stratégie définit des structures bien claires de responsabilité, notamment des liens transsectoriels, ainsi que des modalités de participation des acteurs, depuis les autorités jusqu'aux organisations de la société civile et encore aux organisations internationales et aux donateurs.

18. La prévalence de l'infection par le VIH est concentrée dans les populations à risque et elle demeure faible dans l'ensemble de la population. Cependant, si l'on veut éviter que cette prévalence augmente, il faut mener une politique soutenue de santé publique.

19. Le Gouvernement pakistanais a prêté une attention plus grande à la protection des femmes et des enfants contre les mauvais traitements, l'exploitation et la violence, notamment en adoptant une importante législation. Une loi a en effet été adoptée pour mettre un terme au travail asservi sans contrat et aux crimes d'honneur, et des projets de loi ont été présentés au Parlement pour remédier à la violence familiale et aux punitions corporelles. Mais la fragilité du système de protection suppose une réponse systématique, notamment par une meilleure reconnaissance par les autorités et par la société civile de leur rôle et de leurs responsabilités à cet égard.

20. La protection des enfants fait problème en raison de la faible inscription à l'état civil, du mariage d'enfants, du travail des enfants, du fait que des enfants vivent et travaillent dans la rue, qu'ils sont souvent dans des institutions et qu'ils subissent des punitions corporelles à l'école ou ailleurs; toutes ces questions sont liées à la pauvreté, au chômage ou au sous-emploi et à la faiblesse du niveau d'instruction en général, notamment chez les femmes. Ces questions appellent un suivi plus rigoureux, l'établissement de rapports et la prise de mesures plus sévères pour que le Pakistan se conforme à la Convention relative aux droits de l'enfant et à son protocole facultatif sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. (Le gouvernement a ratifié ce protocole en 2011.) En outre, en 2011 également, le Pakistan a signé la Convention relative aux droits des personnes handicapées, ce qui est positif pour les enfants comme pour les adultes. Mais il faut que la législation et les crédits budgétaires suivent.

21. La participation des femmes à la vie politique s'est améliorée grâce à des réformes de la législation et au fait que des sièges leur sont réservés au Parlement. Le groupe des élues a fourni une importante tribune à la cause des femmes. Le Pakistan a adopté une législation importante qui renforce la protection des femmes contre la discrimination et contre les pratiques coutumières nocives et pour

criminaliser le jet d'acide. Alors que la condition féminine et la qualité de la vie des femmes se sont améliorées ces dernières années, leur émancipation économique demeure difficile, comme le montre le fait qu'elles ne représentent que 21 % de la main-d'œuvre. Il en va de même de l'accès à la justice, à l'aide juridique et aux services de santé de la procréation. Le droit des femmes de posséder des biens et d'en hériter a été renforcé par une loi récente, mais beaucoup de femmes peinent encore à faire valoir leurs droits et contrôler les ressources qui leur reviennent. Les lacunes dans les capacités et le choix des politiques, l'insuffisante connaissance de leurs droits, les attitudes, ainsi que les méthodes de la police demeurent problématiques pour une application effective de cette nouvelle législation.

22. Le Pakistan a courageusement fait face à des catastrophes naturelles dévastatrices, notamment des inondations, des séismes, des glissements de terrain, des sécheresses, et il a dû faire face à des crises génératrices de vastes difficultés. Les inondations de 2010 à elles seules ont touché plus de 18 millions de Pakistanais, détruit ou endommagé 1,9 million de logements et dévasté 2,5 millions d'hectares de cultures. Les dommages causés à l'équipement, à l'habitat et aux moyens d'existence, l'augmentation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et les traumatismes causés par les déplacements de population ont compliqué la situation à court terme et à long terme. L'impact de ces crises a été particulièrement néfaste pour les groupes les plus vulnérables. Le gouvernement a montré son attachement à une bonne gestion des catastrophes en signant le cadre d'action de Hyogo de 2005 et en créant une cellule de crise. Mais il faut faire davantage pour améliorer les capacités de gestion des risques de catastrophe et prévoir des liens institutionnels pour assurer une intervention sur plusieurs fronts face à des risques multiples, notamment par une meilleure préparation en prévision des catastrophes, de meilleurs moyens d'atténuation des risques, de relèvement et de coordination.

23. Le Pakistan est également très exposé aux effets du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. Là encore ce sont les plus pauvres et les plus vulnérables qui subissent de plein fouet dans leurs moyens d'existence les effets du changement climatique. Ces problèmes d'environnement sont compliqués par la difficulté de la gestion des ressources naturelles, notamment de la gestion de l'eau et des déchets solides, de la perte du couvert forestier et de la dégradation des terres. Les autorités ont marqué des points en approuvant une législation de l'environnement et en créant des capacités pour résoudre les problèmes environnementaux. Mais il faut faire plus pour faciliter l'adaptation au changement climatique par un renforcement des institutions et un ajustement des politiques suivies, car le changement climatique et les problèmes d'environnement ne pourront que s'aggraver avec l'accroissement de la population, la croissance économique et l'augmentation de la demande d'énergie. Il faut également développer les sources d'énergie renouvelables, en particulier pour les pauvres, et adopter des politiques et des mesures qui facilitent l'engagement de la société civile et créent des partenariats public-privé plus solides.

24. Dans l'ensemble, le pays ne pourra atteindre ses objectifs socioéconomiques que s'il peut améliorer l'efficacité, la transparence, la responsabilisation et la capacité d'adaptation des institutions publiques fédérales, provinciales et locales, et augmenter les investissements et les programmes visant les pauvres dans un esprit d'équité plus marqué. Il faut en priorité renforcer les institutions démocratiques et améliorer les capacités, les structures et les mécanismes qui permettent d'assurer le respect de la légalité pour susciter une plus grande participation des citoyens à la vie

politique et augmenter leur confiance dans les institutions. Le 18^e Amendement à la Constitution représente une étape importante dans la réforme des institutions de gouvernement. Il poursuit la décentralisation par la délégation d'un certain nombre de fonctions régaliennes. Il s'agit notamment de la planification du développement, du développement rural et des administrations locales, de la politique de l'emploi, l'agriculture, de l'éducation, de la santé publique, de l'environnement, de la population, la protection sociale, la jeunesse et les femmes. De plus, la septième attribution de fonds publics (par la Commission qui distribue des ressources fédérales aux provinces) a accru la quantité de ressources transférées chaque année aux provinces et aux administrations locales. Il faut redoubler d'efforts pour remédier aux lacunes des politiques et des institutions et traduire en résultats de développement les nouveaux mandats confiés aux provinces et leurs responsabilités supplémentaires, de façon à réduire les inégalités et améliorer la prestation de services publics de qualité aux groupes vulnérables.

II. Coopération passée et enseignements tirés

25. Le programme « Unis dans l'action » 2009-2012 a donné aux organismes des Nations Unies présents au Pakistan des possibilités de coopération, à partir d'un socle solide de coopération interinstitutions sous la direction de l'Équipe des Nations Unies au Pakistan, et cela a permis de donner des réponses cohérentes aux priorités nationales de développement. On a procédé à plusieurs examens et évaluations des cinq programmes conjoints qui, ensemble, constituent le programme « Unis dans l'action » : l'agriculture, le développement rural et la réduction de la pauvreté; la gestion des risques de catastrophe; l'éducation; l'environnement; et la santé et la population. Ces examens ont montré que certaines pratiques et certains résultats sont tout à fait honorables, notamment l'amélioration de l'engagement des provinces et des régions, l'augmentation de la capacité d'exécution, dont témoignent l'augmentation de l'enveloppe de ressources et une expérience réussie de la programmation conjointe. Le système des Nations Unies a bien fonctionné dans le cycle de programmation précédent, notamment dans le domaine humanitaire. L'Équipe des Nations Unies au Pakistan peut donc s'appuyer sur la solide expérience de coordination ainsi acquise, de façon que la programmation conjointe renforce les liens entre les interventions humanitaires et développementales durant le nouveau cycle de programmation.

26. Les innovations dans le secteur de la santé publique sont un autre exemple du succès du programme précédent; on peut citer en exemple les partenariats public-privé qui visaient à renforcer les systèmes de santé publique des provinces. En outre, les interactions entre les nombreux acteurs présents dans le secteur de l'éducation ont créé un cadre commun pour l'action de plaidoyer. On peut citer aussi en exemple la réponse ciblée donnée aux besoins de ressources naturelles recensés au niveau local, grâce aux comités d'exécution provinciaux et locaux dans le cadre d'un programme environnemental conjoint, et un appui multisectoriel aux réfugiés afghans et aux populations qui les accueillent, de même que la création de capacités communes de gestion des catastrophes naturelles et de gestion systématique des risques. Cette collaboration a davantage resserré les liens entre l'action humanitaire et l'effort de développement.

27. Un certain nombre de domaines où des améliorations doivent être apportées ont également été repérés dès lors que les enseignements tirés seront appliqués par

les trois organismes dans le cadre du projet de descriptif commun de programme de pays, en étroite collaboration avec l'Équipe des Nations Unies au Pakistan. La structure administrative du programme précédent a fait que les divers acteurs ont eu du mal à approuver des propositions de projet et allouer des ressources en temps utile. Cela a également alourdi les coûts de transaction. Des estimations budgétaires élevées et un intérêt moins grand que prévu manifesté par les donateurs pour la réalisation de programmes conjoints expliquent le déficit de ressources et le fait que les résultats attendus n'ont pas été obtenus. Les catastrophes naturelles répétées ont affecté la réalisation des résultats de développement attendus. Les futures initiatives mettront l'accent sur la nécessité de commencer sans retard à lancer des efforts de relèvement aux côtés des opérations de secours et de diverses mesures prises pour réduire les risques de catastrophe. Un effort plus important est également nécessaire pour systématiser le traitement des questions transversales relatives aux droits de l'homme, à l'égalité des sexes et à la durabilité environnementale.

28. Le 18^e Amendement de la Constitution a eu un impact appréciable sur la gestion du programme. Plusieurs ministères fédéraux ont fermé leurs portes, leurs attributions étant confiées aux autorités provinciales, dans le domaine de la santé publique, de l'éducation, de l'emploi, de l'agriculture, de la population et des femmes. En outre, il a été établi qu'il était indispensable d'améliorer la durabilité et l'impact d'ensemble des actions menées pour obtenir, parmi d'autres avantages, un effet potentiel maximum à grande échelle, une appropriation nationale renforcée et une meilleure concordance avec les plans de développement annuels des provinces. La gestion axée sur les résultats est une autre amélioration, tout comme un cadre bien précis de suivi et d'évaluation s'appuyant sur des critères fiables.

29. Le nouveau programme tirera parti des enseignements dégagés du cycle de programmation précédent. Une aide supplémentaire sera appliquée au développement des capacités des institutions de gouvernement aux niveaux national et territorial, à une normalisation des structures de gestion et à une meilleure coordination et une meilleure communication entre les partenaires.

III. Programme proposé

30. Comme on l'a noté dans la section I, le programme commun de pays proposé est conforme aux priorités du développement du Pakistan qui s'accordent avec le Cadre de croissance économique et le nouveau programme « Unis dans l'action » des Nations Unies. Dans ce nouveau cadre, le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF travailleront ensemble et les trois organismes collaboreront avec le reste de l'Équipe des Nations Unies au Pakistan et avec les autres partenaires de développement pour assurer la cohérence de l'appui aux politiques et aux institutions pakistanaïses. Les contributions des trois organismes, qui seront complémentaires, comme il est indiqué dans leur cadre de résultats et de ressources respectif, formeront une partie intégrante du nouveau Plan d'action du programme de pays au niveau des produits.

31. L'objectif d'ensemble du programme commun de pays est d'aider le Pakistan à réaliser les objectifs et les cibles de développement national et provincial. Parmi ces objectifs figurent les objectifs du Millénaire pour le développement (et ceux qui seront décidés pour la période après 2015) ainsi que les droits proclamés dans les conventions internationales auxquelles le Pakistan a accédé. Le programme sera guidé par une démarche axée sur les droits de l'homme, visant une croissance

solidaire durable et l'équité dans l'accès aux services de base de qualité et à la protection sociale.

32. Le programme commun sera axé en particulier sur les principaux domaines pour lesquels les trois organismes disposent d'un mandat reconnu et ont démontré un avantage comparatif. Ces mandats se reflètent dans les engagements de réaliser des résultats dans les six domaines prioritaires du nouveau programme. Parmi les stratégies communes figurent le développement des capacités des prestataires de services, une action systématique pour remédier à l'inégalité des sexes, et une application effective du 18^e Amendement de la Constitution. Le programme de pays présentera une orientation stratégique nouvelle, notamment par la place plus large faite à une population urbaine qui augmente rapidement, la mise en valeur du potentiel que représente la nombreuse jeunesse, la réduction des risques de catastrophe et les autres mesures visant à renforcer les liens entre le développement et l'action humanitaire, et enfin par la promotion d'une adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets.

33. Le programme commun de pays soutiendra aussi les engagements internationaux tels que ceux qui sont consignés dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant et ses protocoles facultatifs, la Convention relative aux droits des personnes handicapées, le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement, le Sommet mondial pour le développement durable, le Cadre d'action de Hyogo, le document issu de la Conférence « Un monde digne des enfants » et les autres mandats découlant des résolutions des Nations Unies.

34. L'Organisation des Nations Unies utilisera son pouvoir de convocation pour réunir les différents acteurs et coordonner leurs actions. Le développement des capacités sera facilité pour encourager une démarche pluridimensionnelle de la réduction de la pauvreté. Cela inclura notamment la révision de la législation ou l'adoption d'une législation nouvelle pour mieux répondre aux besoins des groupes vulnérables et marginalisés. Un appui dans le choix des politiques sera complété par des interventions au niveau local dans des zones géographiques bien ciblées, et notamment dans les districts où le développement humain est faible. Le programme sera exécuté grâce à de solides partenariats avec les institutions concernées aux niveaux fédéral, provincial et local, et avec les organisations de la société civile.

35. Les Nations Unies mettront à profit leurs vastes réseaux mondiaux et régionaux de connaissances pour diffuser les pratiques internationales optimales. On tirera aussi parti des possibilités d'améliorer les partenariats public-privé et les possibilités de la coopération Sud-Sud. Enfin, le programme engagera les responsables politiques à tenter de remédier aux inégalités dans les processus de définition des politiques et à s'assurer que la voix des plus vulnérables soit bien entendue.

36. Grâce au programme commun de pays proposé, les trois organismes aideront à réaliser certains résultats consignés dans les six domaines prioritaires stratégiques interdépendants du nouveau programme « Unis dans l'action », de façon à compléter le programme déjà planifié par d'autres organismes des Nations Unies :

a) Les populations vulnérables et marginalisées ont un accès équitable à des services de qualité et les utilisent effectivement

i) Le programme proposé contribuera à la réalisation des résultats 1.1, 1.2 et 1.3 du programme « Unis dans l'action » sur l'accès équitable à des services de qualité et leur utilisation par les populations vulnérables et marginalisées. Le programme mettra l'accent sur les méthodes qui consistent à aider les autorités fédérales et provinciales ou locales à éliminer les obstacles à la prestation de services de qualité, en particulier ceux à l'intention des femmes, des jeunes, des enfants et des groupes vulnérables. Le programme tiendra compte des lacunes constatées dans la réalisation des cibles des objectifs du Millénaire pour le développement ainsi que des problèmes nouveaux, par exemple la décentralisation du pouvoir, l'intégration des services et la fourniture de services par le secteur privé.

ii) Reposant sur des données factuelles de choix des politiques, d'établissement de la législation, des crédits budgétaires et de la responsabilisation, ces mécanismes seront renforcés pour faciliter un accès équitable aux services de base indispensables à un développement humain solidaire, y compris dans des situations humanitaires. Le programme proposé soutiendra aussi une vigoureuse action de plaidoyer afin d'obtenir un changement des comportements et l'adoption de normes sociales positives. Il visera une prise de conscience par le public des besoins des femmes, des jeunes, des enfants et des populations vulnérables. Les populations seront encouragées à modifier les normes sociales en vigueur, par exemple la défécation à l'air libre ou encore le travail des enfants. Les capacités institutionnelles et individuelles pour la prestation de services équitables, axés sur les résultats, seront renforcées à tous les niveaux, la réforme cherchant à assurer l'efficacité et une responsabilisation. Une action de plaidoyer de haut niveau, reposant sur des données factuelles, cherchera à résoudre les problèmes du mariage précoce, de l'insuffisance de la planification familiale, de la violence sexiste et d'autres problèmes.

b) Une croissance économique solidaire par le développement de moyens d'existence durables

i) Le programme proposé aidera à réaliser trois des quatre résultats entrant dans le domaine prioritaire stratégique 1 du programme « Unis dans l'action », à savoir les résultats 2.1, 2.2 et 2.4 – en contribuant à une croissance économique solidaire et durable, dans l'optique surtout des pauvres, de la jeunesse et des femmes. Le programme proposé aidera en particulier à appliquer le Cadre de croissance économique, défini par les autorités, dans les provinces et au niveau local, en les aidant à formuler leurs stratégies et plans de développement. En effet, il faut promouvoir une croissance solidaire et durable pour accélérer la réduction de la pauvreté et réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement par les réformes des politiques, la création de capacités institutionnelles et une méthode plurisectorielle bien ciblée.

ii) Le programme proposé mettra en avant un dialogue sur les politiques et des réformes des politiques et de la réglementation reposant sur des données factuelles afin d'encourager l'esprit d'entreprise, notamment parmi les pauvres et les femmes, afin qu'ils puissent saisir les possibilités d'activité économique. Le programme mettra l'accent sur les petites et moyennes entreprises et

contribuera au développement des compétences par le biais de partenariats public-privé. Des initiatives visant à aider les pauvres seront entreprises, de façon à les inciter à améliorer leur production et à utiliser des formes d'énergie peu coûteuses et durables. En particulier, on encouragera au niveau des ménages, de la population locale et au niveau national, un modèle de développement « vert ».

iii) En outre, le programme s'attaquera aux causes profondes et aux conséquences de l'accroissement de la population en produisant des données factuelles sur les problèmes émergents de la dynamique démographique. Parmi ces problèmes figurent les effectifs toujours plus nombreux de jeunes, le dividende démographique potentiel qui en résulte et l'urbanisation rapide, les liens entre ces phénomènes et les besoins des jeunes (notamment des adolescents), la sexualité et la santé de la procréation (y compris la planification familiale), l'égalité des sexes et la réduction de la pauvreté. Le programme mettra plus largement l'accent sur l'utilisation de données indispensables pour prendre des décisions informées et formuler des politiques judicieuses.

c) Capacité nationale accrue de résistance aux catastrophes naturelles, aux crises et aux chocs extérieurs

i) Le programme proposé aidera à réaliser les résultats 3.1, 3.2 et 3.3 – sur la capacité de résistance aux catastrophes naturelles, aux crises et aux chocs extérieurs, par un appui au développement de l'appareil institutionnel. Cela devrait assurer une gestion efficace des catastrophes et des crises et améliorer le potentiel de planification et de coordination, notamment dans l'optique de l'enfance et de la condition féminine. Le programme aidera à renforcer les capacités aux niveaux fédéral, provincial, des districts et local. On établira des systèmes de cartographie multirisques avec la planification correspondante, ainsi que des moyens d'alerte rapide et de gestion communautaire des risques de catastrophe.

ii) On prêtera spécialement attention à ce que les populations vulnérables profitent vraiment des mesures de prévention et d'atténuation des crises, des pratiques durables de gestion de l'environnement et des programmes d'atténuation des effets du changement climatique et d'adaptation à celui-ci. En outre, le programme cherchera à améliorer la continuité de la réponse humanitaire, notamment pour un relèvement rapide, jusqu'à la phase de l'aide au développement. Cela aidera les communautés vulnérables les plus touchées par les catastrophes et les crises à améliorer leur situation socioéconomique, les perspectives de leurs moyens d'existence et la protection sociale.

d) Renforcement de la gouvernance et de la cohésion sociale

i) Le programme proposé aidera à réaliser les résultats 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4, sur le renforcement de la gouvernance et de la cohésion sociale. Le programme aidera à renforcer la capacité des institutions démocratiques et à promouvoir une meilleure responsabilisation des acteurs. Le programme visera des domaines tels que l'amélioration des procédures électorales, l'instruction civique et la formation des électeurs, l'accent étant mis sur les femmes; il privilégiera la définition des politiques à partir de données factuelles ainsi que le contrôle parlementaire, le contrôle de la politique de l'aide et sa

coordination. La politique de l'aide vise à soutenir les efforts déployés pour accroître son efficacité et sa coordination, en veillant à ce que l'aide soit conforme aux objectifs de développement national et provincial, aux objectifs du Millénaire pour le développement et à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide.

ii) On mettra l'accent sur le respect de l'ordre public et de la légalité dans certains domaines afin d'améliorer la confiance publique, la cohésion sociale et la stabilité. Le programme cherchera aussi à améliorer l'accès à la justice par des mécanismes officiels ou non, notamment pour défendre les droits des femmes et les populations vulnérables. Le programme proposé contribuera à l'engagement de la société civile, des médias et des milieux universitaires qui doivent faire partie intégrante du processus démocratique. En particulier, il s'attachera à renforcer la gouvernance décentralisée dans l'esprit du 18^e Amendement. Parmi les méthodes suivies on renforcera les capacités et on visera une réforme de la législation sur la base de données factuelles, et on mènera des recherches et une activité de plaidoyer pour une décentralisation administrative et budgétaire. En outre, le programme proposé contribuera à améliorer la responsabilisation et l'accès à une protection sociale de qualité, à une plus grande cohésion sociale et à des services d'aide juridique aux populations vulnérables. Le programme renforcera les capacités des institutions provinciales et fédérales d'appliquer les systèmes de protection de l'enfance et de fournir une protection sociale répondant aux besoins des enfants, y compris l'enregistrement à l'état civil, pour améliorer le sort des enfants les plus défavorisés. On retiendra des systèmes d'un bon rapport coût-efficacité et des technologies novatrices à cet effet.

e) Égalité des sexes et justice sociale

i) Le programme commun proposé contribuera à la réalisation des résultats 5.1, 5.2 et 5.3 sur l'égalité des sexes et la justice sociale. Il cherchera avant tout à améliorer la participation des femmes à la vie politique, à l'adoption de la législation et aux décisions du secteur public. Il faudra pour cela des réformes électorales et des initiatives de renforcement des capacités, notamment la formation de réseaux de parlementaires dans les différentes régions.

ii) La participation à l'activité économique sera renforcée par une aide à une réforme de la réglementation et à des initiatives ciblées, privilégiant l'accès des femmes à la propriété et à l'entreprise et à des activités génératrices de revenu dans certaines régions du pays. En outre, on préconisera l'adoption de la budgétisation ventilée par sexe. On prônera aussi l'établissement de mécanismes visant à renforcer le suivi de l'application de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des dispositions relatives à la condition féminine de la Convention relative aux droits de l'enfant. Le Ministère des droits de l'homme et la Commission des droits de l'homme intégreront, grâce à l'aide du programme, la protection des droits de l'enfant et de la justice pour mineurs dans un environnement plus protecteur.

iii) Le programme aidera aussi à promouvoir et protéger les droits politiques, économiques, sociaux, culturels et civils des enfants et des groupes vulnérables. Cela sera réalisé par un soutien ciblé au choix des politiques, un

renforcement des institutions et une aide au développement des capacités des institutions de défense des droits de l'homme, de façon qu'elles soient mieux à même de promouvoir, à tous les niveaux, l'intégration des droits de l'homme.

f) Sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes les plus vulnérables

i) Le programme aidera à réaliser les résultats 6.1 et 6.2 sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes les plus vulnérables. Il aidera à développer et appliquer des interventions nutritionnelles dans chaque province et région. Ces interventions seront complétées par des stratégies transversales et des plans intégrés pour résoudre les problèmes de la malnutrition, en particulier chez les enfants les plus désavantagés.

ii) On encouragera une réponse intégrée aux problèmes de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène et de l'éducation, et on renforcera les établissements destinés à la mère et à l'enfant. L'intégration des questions de nutrition dans les programmes scolaires et en dehors de l'école sera de même encouragée. Il en ira de même des politiques, de la législation et du développement des capacités et de la communication visant une modification des comportements de façon à améliorer les pratiques nutritionnelles des personnes vivant dans les zones les plus vulnérables.

IV. Gestion, suivi et évaluation du programme

37. Le programme commun de pays sera appliqué dans la structure de gestion et de contrôle du nouveau programme « Unis dans l'action » des Nations Unies; pour cette raison les résultats et les ressources des trois organismes font partie intégrante du Plan d'action de ce programme, qui sera signé par un représentant des Nations Unies et par le Gouvernement pakistanais. Son application s'inspirera des principes de l'efficacité de l'aide, par exemple l'appropriation nationale et l'utilisation des systèmes et mécanismes nationaux. La gestion du programme s'appuiera sur une structure cohérente, les attributions et les mécanismes de décision étant bien définis, et sera assortie d'un plan de suivi et d'évaluation solide. La gestion et la coordination d'ensemble seront la responsabilité conjointe du Gouvernement pakistanais et des trois organismes.

38. S'appuyant sur les enseignements tirés du précédent programme de pays, la méthode suivie pour la gestion sera flexible, attentive aux coûts ainsi qu'aux risques potentiels, et reposera sur des données factuelles. Cette gestion contribuera à la programmation conjointe afin de permettre une démarche novatrice et cohérente sans compromettre l'exercice de l'obligation comptable ni la transparence. La structure retenue pour la gestion tiendra compte des changements structurels et fonctionnels introduits par le 18^e Amendement à la Constitution pakistanaise dans les modalités de fonctionnement du gouvernement et tiendra compte aussi des caractéristiques des provinces et des zones concernées.

39. Dans le cadre des dispositions générales de gestion et de contrôle, un comité de haut niveau sera constitué; il sera coprésidé par le Secrétaire de la Division des affaires économiques du Gouvernement pakistanais et par le Coordonnateur résident des Nations Unies au Pakistan. Ce comité comprendra des représentants des autorités fédérales, provinciales et locales, des organismes des Nations Unies et des donateurs. Il apportera des directives générales sur les politiques appliquées dans le

programme « Unis dans l'action » et sur ses liens avec les priorités et les procédures nationales. Le Comité décidera aussi d'apporter des changements à l'orientation du programme, au besoin, et se prononcera sur la répartition des fonds qui ne sont pas prévus dans le cadre commun. Un comité directeur sera établi dans chacune des huit provinces et dans les zones retenues. Les membres de ces comités directeurs provinciaux seront les représentants des provinces, des régions et du gouvernement fédéral, en particulier de ses ministères techniques, ainsi que des organismes des Nations Unies. Ces comités directeurs feront rapport au Comité de haut niveau.

40. La structure de gestion, de suivi et d'évaluation retenue pour le programme commun de pays sera arrêtée après consultation des trois organismes. Ces trois organismes procéderont à un examen semestriel avec le Gouvernement pakistanais, représenté par sa Division des affaires économiques, et avec d'autres acteurs pour faire le bilan de l'avancement du programme. Ces examens seront complétés par des rapports trimestriels, financiers et analytiques, que remettront à cet effet les services gouvernementaux désignés. La société civile et les autres partenaires de développement seront consultés pour assurer le caractère de solidarité, de transparence et d'efficacité de l'aide du programme.

41. Un examen à mi-parcours du programme « Unis dans l'action » aura lieu pour veiller à ce qu'il soit conforme aux priorités nationales du Pakistan. Des évaluations finales des résultats seront menées dans chacun des six domaines prioritaires. Ces examens et évaluations porteront sur une appréciation de la contribution du programme commun de pays aux résultats réalisés dans les domaines prioritaires stratégiques et au regard des résultats escomptés. Ces examens porteront aussi sur la façon dont le programme commun de pays contribue aux résultats attendus du Plan d'action du programme de pays et aux cadres de résultats et de ressources. Les trois organismes mettront régulièrement à jour les données (chaque trimestre) publiées sur le portail *OneView* du système des Nations Unies, qui offrira une interface avec la base de données sur l'aide au développement du Gouvernement pakistanais.

Cadre de résultats et de ressources de l'UNICEF pour le Pakistan, 2013-2017

<p>Domaine prioritaire 1 du programme « Unis dans l'action » et de la stratégie nationale : Les populations vulnérables et marginalisées ont un accès équitable à des services de qualité et les utilisent.</p> <p>Montant indicatif des ressources[†] : ressources de base : 57,4 millions; autres ressources 206,2 millions de dollars.</p>			
<p>Domaines de concentration du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF : tous les domaines</p>			
<i>Résultats et indicateurs du programme</i>	<i>Démarche, produits* et indicateurs du programme</i>	<i>Partenaires et partenariats</i>	<i>Montant indicatif des ressources</i>
<p>Résultat 1.1 (avec le FNUAP) Amélioration de l'environnement politique, de la législation, des affectations budgétaires et des mécanismes de contrôle pour assurer un accès équitable aux services sociaux de base pour le développement humain</p> <p>Indicateurs : Pourcentage des crédits nationaux et provinciaux alloués aux services sociaux de base; nombre de documents factuels de politique qui traitent expressément des besoins</p>	<p>Démarche : Aide aux partenaires pour utiliser des analyses factuelles et une budgétisation favorable aux enfants et à l'équité pour éliminer les obstacles et accroître l'accès des enfants et des femmes les plus vulnérables aux services sociaux de base de qualité</p> <p>Produit 1.1.1 : Les autorités fédérales et provinciales et les organisations de la société civile compétentes sont mieux à même de développer, adopter et appliquer des politiques, des lois, des règlements et des plans, stratégies et budgets sectoriels reposant sur l'équité et sensibles au sort des enfants.</p> <p>Indicateur 1.1.1.1 : Nombre de réformes visant l'équité et le bien-être des enfants, de projets de lois, de règlements et de plans sectoriels assortis de crédits budgétaires qui ont été élaborés dans ce sens</p> <p>Référence : Santé : 1 %; protection des enfants : 6 %; éducation : 2 %; eau, assainissement et hygiène (WASH) : 2 %. Cible : Santé : 6 %; protection des enfants : 25 %; éducation : 5 % nouveaux/2 % mis à jour; WASH: 7 %</p> <p>Produit 1.1.2 : Le médiateur des enfants, les services provinciaux et locaux de l'enfance et les mécanismes de contrôle compétents améliorent les systèmes de protection et de bien-être des enfants.</p>	<p>Autorités fédérales : Commission du plan; Division du Cabinet : programme élargi de vaccination; Cabinet du Premier Ministre : Polio; Ministère de la coopération interprovinciale</p> <p>Autorités provinciales et locales : Services des ministères, autorités locales, assemblées provinciales</p> <p>Autres : Organismes des Nations Unies, Banque mondiale, Banque asiatique de développement, secteur privé, institutions de</p>	<p>Ressources de base : 12 181 220 dollars</p> <p>Autres ressources : 35 037 730 dollars</p>

[†] Les montants indicatifs ont été arrondis. On trouvera une ventilation détaillée à la colonne « Montant indicatif des ressources ».

* Les produits sont indicatifs et correspondent à ceux du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement du 20 avril 2012.

<i>Résultats et indicateurs du programme</i>	<i>Démarche, produits* et indicateurs du programme</i>	<i>Partenaires et partenariats</i>	<i>Montant indicatif des ressources</i>
des populations les plus vulnérables	<p>Indicateur 1.1.2.1 : Nombre de systèmes pleinement fonctionnels de médiateurs des enfants fonctionnant aux niveaux provincial et local</p> <p>Référence : 7 en cours de mise en place. Cible : 7 pleinement fonctionnels</p> <p>Produit 1.1.3 : Des recherches et des évaluations sont réalisées dans l'optique de l'équité et de l'égalité des sexes et sont utilisées pour définir les politiques, les plans, le contrôle et les budgets.</p> <p>Indicateur 1.1.3.1: Nombre de recommandations des recherches et évaluations portant sur l'équité qui sont intégrées dans les programmes et les stratégies</p> <p>Référence : 6. Cible : 55.</p>	<p>recherche, organisations de défense des droits des enfants, médias, associations</p> <p>Partenariats : Partenariat mondial pour l'éducation, diverses opérations des Nations Unies, Fonds mondial pour l'assainissement/Conseil de collaboration pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, Partenariat mondial pour l'éducation, H4+ pour la santé maternelle, Alliance GAVI, Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme</p>	
<p>Résultat 1.2 (avec le FNUAP) Susciter de meilleurs comportements dans les populations vulnérables sur le plan de la sécurité, et amélioration de l'accès aux services de qualité, y compris le logement, et de leur utilisation</p> <p>Indicateurs : Pourcentage de populations vulnérables ayant accès à des services sociaux de base et les utilisant</p>	<p>Démarche : Mettre les organisations communautaires et leurs partenaires publics compétents à même de susciter une transformation des normes sociales discriminatoires et de stimuler une demande de services sociaux de base de qualité. Aide au développement et à l'utilisation de moyens de communication pour un changement des comportements; appui technique pour l'analyse, la diffusion et l'utilisation des résultats</p> <p>Produit 1.2.1 : Amélioration de la capacité institutionnelle des partenaires pour contribuer à une opération de communication pour un changement social soutenu et équitable et débat public qui encourage le respect du droit des enfants et des comportements protégeant les enfants, et qui améliore la demande des « ayant-droit » de services sociaux et leur utilisation</p> <p>Indicateur 1.2.1.1 : Nombre de partenaires appliquant régulièrement, développant et améliorant des méthodes intégrées de communication pour la stratégie de développement</p> <p>Référence : Santé : 1 %; protection des enfants : 0 %; éducation: 1 %; WASH: 1 %; polio : 0 %. Cible : Santé : 6 %; protection des enfants : 8 %; éducation : 7 %; WASH : 5 %; polio : 1 %</p>		<p>Ressources de base :</p> <p>14 852 150 dollars</p> <p>Autres ressources :</p> <p>78 263 070 dollars</p>

<i>Résultats et indicateurs du programme</i>	<i>Démarche, produits* et indicateurs du programme</i>	<i>Partenaires et partenariats</i>	<i>Montant indicatif des ressources</i>
	<p>Produit 1.2.2 : Les enfants, les familles et les dirigeants communautaires des populations les plus vulnérables participent à une action de communication pour des activités de développement en vue d'un changement social soutenu pour améliorer le sort des enfants.</p> <p>Indicateur 1.2.2.1 : Taux d'achèvement de l'école primaire</p> <p>Référence : 55 %. Cible : 85 %</p> <p>Indicateur 1.2.2.2 : Pourcentage de personnes touchées par la Semaine de la santé de la mère et de l'enfant</p> <p>Référence : 57 %. Cible : 80 %</p> <p>Indicateur 1.2.2.3 : Nombre de villages et d'établissements urbains spontanés où il est certifié que la pratique de la défécation en plein air est abandonnée.</p> <p>Référence : 1 000. Cible : 15 000</p> <p>Indicateur 1.2.2.4 : Nombre de cas confirmés de poliomyélite</p> <p>Référence : 198. Cible : 0</p> <p>Indicateur 1.2.2.5 : Pourcentage de femmes enceintes séropositives et d'enfants en bas âge exposés au virus recevant un traitement antirétroviral pour la prévention de la transmission mère-enfant</p> <p>Référence : 1,8 %. Cible : 0,90 %</p>		
<p>Résultat 1.3 (avec le FNUAP)</p> <p>La capacité de prestation de services sociaux équitables est améliorée à tous les niveaux, grâce notamment à des techniques novatrices.</p>	<p>Démarche : Aider les partenaires à appliquer une démarche intégrée visant l'équité et le bien-être des enfants pour éliminer les obstacles à l'accès à des services sociaux de base de qualité et assurer une assistance sociale et une protection des enfants les plus vulnérables, y compris les enfants handicapés</p> <p>Produit 1.3.1 : Les services provinciaux et locaux compétents ont élaboré et appliquent des stratégies de gestion des ressources humaines et des plans de valorisation des ressources humaines à long terme.</p>		<p>Ressources de base : 30 380 390 dollars</p> <p>Autres ressources : 92 942 940 dollars</p>

<i>Résultats et indicateurs du programme</i>	<i>Démarche, produits* et indicateurs du programme</i>	<i>Partenaires et partenariats</i>	<i>Montant indicatif des ressources</i>
<p>Indicateurs : Nombre de bureaux de prestation de services sociaux de base qui utilisent des techniques novatrices pour de meilleures prestations.</p>	<p>Indicateur 1.3.1.1 : Nombre de services provinciaux et locaux compétents qui se sont dotés d'un plan de gestion des ressources humaines prévoyant le déploiement et la fidélisation de soignants dans les zones sous-desservies</p> <p>Référence : santé : 1 %; éducation : 0 %; WASH : 0 %. Cible : santé : 7 %; éducation : 7 %; WASH : 7 %</p> <p>Produit 1.3.2 : Les autorités provinciales et locales et les associations ont amélioré la capacité des services de base, notamment en testant et en évaluant des modèles novateurs; elles peuvent propager à l'échelle nationale des pratiques optimales de prestation de services équitables.</p> <p>Indicateur 1.3.2.1 : Des modèles de prestation de services sociaux sont élaborés, appliqués, évalués et reproduits à grande échelle.</p> <p>Référence : santé : 9 districts assurant 24 heures sur 24 des services obstétricaux d'urgence; WASH : Le programme pakistanais d'assainissement intégral atteint 5 millions de personnes; éducation : 4 900 écoles amies des enfants. Cible : Santé : 14 districts à haut risque dotés de services obstétricaux permanents; WASH : Le programme pakistanais d'assainissement intégral atteint 20 millions de personnes; Éducation : 10 000 écoles amies des enfants</p> <p>Indicateur 1.3.2.2 : Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans pleinement vaccinés</p> <p>Référence : 44 %. Cible : 85 %</p> <p>Indicateur 1.3.2.3 : Pourcentage de personnes ayant une source d'eau potable améliorée</p> <p>Référence : 91 %. Cible : 95 %</p> <p>Indicateur 1.3.2.4 : Nombre de plans éducatifs aux niveaux provincial et local intégrant le régime de écoles amies des enfants</p> <p>Référence : Niveau provincial : 5, niveau local : 0. Cible : Niveau provincial : 7, niveau local 65</p>		

<i>Résultats et indicateurs du programme</i>	<i>Démarche, produits* et indicateurs du programme</i>	<i>Partenaires et partenariats</i>	<i>Montant indicatif des ressources</i>
	<p>Indicateur 1.3.2.5 : Pourcentage de femmes appartenant au quintile le plus pauvre dans certains districts, dont l'accouchement a été assisté par un accoucheur qualifié</p> <p>Référence : 16 %. Cible : 70 %</p>		
<p>Domaine prioritaire 3 du programme « Unis dans l'action » et de la stratégie nationale : Amélioration de la capacité de résistance du pays aux catastrophes naturelles, aux crises et aux chocs extérieurs</p> <p>Montant indicatif des ressources : ressources de base : 12,3 millions de dollars; autres ressources : 40,8 millions de dollars</p>			
Domaines du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF : tous les domaines			
<i>Résultats et indicateurs du programme</i>	<i>Démarche, produits et indicateurs du programme</i>	<i>Partenaires et partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources</i>
<p>Résultat 3.1 (avec le PNUD) Les autorités nationales, provinciales et locales peuvent prévenir, évaluer, réduire et gérer les risques.</p> <p>Indicateurs : Nombre d'autorités (Haute autorité de la gestion des catastrophes, autorités provinciales de gestion des catastrophes, autorités locales) qui se conforment aux principes et priorités humanitaires internationaux</p>	<p>Démarche : Aider les diverses autorités chargées de la gestion des catastrophes naturelles et les autorités provinciales et locales à réduire et mieux gérer les risques de catastrophes naturelles dans l'esprit de la protection des enfants et des femmes</p> <p>Produit 3.1.1 : Les autorités provinciales et locales et associations compétentes ont intégré dans leurs plans et budgets les éléments de la réduction des risques de catastrophe dans l'optique de la protection des enfants.</p> <p>Indicateur 3.1.1.1 : Nombre de services provinciaux et locaux qui ont intégré dans leur plan sectoriel des éléments de réduction des risques de catastrophe dans l'optique du bien-être des enfants</p> <p>Référence : Éducation : 2 %; santé : 0 %; WASH : 0 %. Cible : Éducation : 7 %; santé : 6 %; WASH : 7 %</p>	<p>Autorité fédérale : Ministère du changement climatique, autorité de la gestion des catastrophes naturelles, Commission du Plan</p> <p>Autorités provinciales et locales : Autorités provinciales de gestion des catastrophes, services des ministères techniques, groupes d'intervention humanitaire</p> <p>Autres partenaires : Organismes des Nations Unies, Banque</p>	<p>Ressources de base : 7 360 490 dollars</p> <p>Autres ressources : 24 472 170 dollars</p>

<i>Résultats et indicateurs du programme</i>	<i>Démarche, produits et indicateurs du programme</i>	<i>Partenaires et partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources</i>
		mondiale, Banque asiatique de développement, associations, universités, médias, sociétés de télécommunications	
<p>Produit 3.3 (avec le PNUD) Les populations vulnérables profitent d'une amélioration de la prévention, de la réduction du risque de catastrophe et de la réponse à celle-ci (atténuation) et sont aidées à atteindre les objectifs du développement, notamment les cibles des OMD.</p> <p>Indicateurs : Proportion de provinces et de districts qui se sont dotés de mécanismes et de plans de coordination de l'intervention en cas de catastrophe</p>	<p>Démarche : Renforcer les systèmes d'alerte rapide et de gestion et coordination de l'action contre les effets des catastrophes. Renforcer la capacité de collecte et analyse en vue de réduire les risques qui pèsent sur les femmes et les enfants les plus vulnérables dans les situations de crise</p> <p>Produit 3.3.1 : Évaluation multirisques réalisée avec les populations les plus vulnérables; et des plans de gestion du risque appliqués pour la protection des enfants et des femmes</p> <p>Indicateur 3.3.1.1 : Nombre de districts sujets à catastrophes qui se sont dotés de plans de gestion du risque incluant des mesures spécifiques en faveur des enfants et des femmes</p> <p>Référence : 0. Cible : 35</p>		<p>Ressources de base : 4 906 990 dollars</p> <p>Autres ressources : 16 314 780 dollars</p>

Domaine prioritaire 4 du programme « Unis dans l'action » et de la stratégie nationale : Renforcer la gouvernance et la cohésion sociale Montant indicatif des ressources : ressources de base : 2,4 millions de dollars; autres ressources : 8,6 millions de dollars			
Domaines de concentration du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF : protection des enfants; plaidoyer et partenariats pour les droits des enfants			
<i>Résultats et indicateurs du programme</i>	<i>Démarche, produits et indicateurs du programme</i>	<i>Partenaires et partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources</i>
Résultat 4.3 (avec le PNUD) Responsabilisation et meilleur accès à la protection sociale et autres services destinés aux groupes vulnérables Indicateurs : Proportion de la population qui est couverte par les politiques et les programmes de protection sociale; augmentation proportionnelle des inscriptions à l'état civil des nouveau-nés et remise de papiers d'identité aux migrants et autres personnes affectées par les crises	Démarche : Renforcer le partenariat avec les autorités compétentes et établir une démarche coordonnée; analyser les obstacles; utiliser des techniques innovantes et des systèmes peu coûteux pour améliorer les inscriptions à l'état civil. Rechercher la cohésion sociale en encourageant la participation impliquant les enfants, les enseignants, les associations de parents d'élèves et les réseaux communautaires Produit 4.3.1 : Augmentation du pourcentage d'enfants inscrits à l'état civil Indicateur 4.3.1.1 : Pourcentage d'enfants inscrits dès la naissance et recevant un certificat d'état civil Référence : 27 %. Cible : 75 % Produit 4.3.2 : Certains districts auront des plans éducatifs comportant des activités de cohésion sociale pour les enfants d'âge scolaire, leurs parents et les autres acteurs des zones rurales et urbaines. Indicateur 4.3.2.1 : Pourcentage de districts sélectionnés dotés d'un plan éducatif prévoyant des activités de cohésion sociale renforcées pour les enfants d'âge scolaire, les parents et autres acteurs Référence : 100 % pour certaines activités. Cible: 100 % pour les activités renforcées	Autorités fédérales : Base de données nationale de l'état civil Autorités provinciales et locales : Base de données nationale de l'état civil, administrations locales, ministères compétents Autres : association de défense des enfants, associations, médias, instituts de recherche et sur les droits de l'homme, ONG	Ressources de base : 2 368 290 dollars Autres ressources : 8 595 410 dollars

Domaine de priorité 5 du programme « Unis dans l'action » et de la stratégie nationale : Assurer l'égalité des sexes et la justice sociale Montant indicatif des ressources : ressources de base : 3,7 millions de dollars; autres ressources : 13,5 millions de dollars			
Domaine de concentration du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF : Tous les domaines			
<i>Résultats et indicateurs du programme</i>	<i>Démarche, produits et indicateurs du programme</i>	<i>Partenaires et partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources</i>
<p>Résultat 5.1 (avec le PNUD) Les autorités et la société civile cherchent activement et de façon responsable à éliminer la discrimination contre les femmes et les filles.</p> <p>Indicateurs : Proportion des observations de conclusion et remarques de l'examen périodique universel et du Comité des droits de l'enfant qui sont appliquées; nombre d'institutions clés dotées d'une politique d'égalité des sexes</p>	<p>Démarche : Les acteurs pertinents utilisent des recherches et analyses factuelles pour renforcer le plaidoyer, les politiques, la législation, les budgets et les plans dans l'optique de l'égalité des sexes et de la justice sociale. Il s'agit de permettre un meilleur contrôle et une meilleure application de la Convention relative aux droits de l'enfant, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et d'agir pour appliquer les observations et conclusions des comités de ces conventions, ainsi que d'autres recommandations pertinentes relatives aux enfants découlant des conventions et instruments internationaux.</p> <p>Produit 5.1.1 : Les autorités et autres acteurs compétents ont renforcé leur capacité de suivre, publier et appliquer les résultats de la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de donner suite aux observations et remarques de conclusion des comités de ces conventions, ainsi que les autres recommandations relatives à l'enfance découlant des conventions et instruments internationaux.</p> <p>Indicateur 5.1.1.1 : Le gouvernement et les associations publient des rapports sur l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant et sur les dispositions relatives aux enfants sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.</p> <p>Référence : Ces rapports sont rares et leur application incomplète.</p> <p>Cible : Rapports annuels et meilleure application</p>	<p>Autorités fédérales : Commission du Plan, Ministère des droits de l'homme, Commission des droits de l'homme, parlementaires, Commission du bien-être et du développement des enfants</p> <p>Autorités provinciales : Services des ministères techniques, autorités locales, autorités provinciales et institutions du secteur public local et provincial, assemblées provinciales</p> <p>Autres acteurs : Organismes des Nations Unies, universités et instituts de recherche, associations de défense des enfants,</p>	<p>Ressources de base : 2 950 590 dollars</p> <p>Autres ressources : 10 605 620 dollars</p>

<i>Résultats et indicateurs du programme</i>	<i>Démarche, produits et indicateurs du programme</i>	<i>Partenaires et partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources</i>
	<p>Produit 5.1.2 : Les autorités et autres acteurs utilisent des instruments améliorés, des données ventilées, les résultats des recherches et des pratiques optimales pour appliquer les observations et les recommandations de conclusion des comités des conventions, notamment les stratégies et plans visant à éliminer la discrimination contre les enfants vulnérables.</p> <p>Indicateur 5.1.2.1 : Nombre de plans d'action à l'échelle provinciale ou locale soutenus par une information ventilée qui sont élaborés et appliqués pour tenter de répondre aux observations et recommandations de conclusion des comités des conventions et d'éliminer les préjugés contre les enfants vulnérables</p> <p>Référence : 0. Cible : 7.</p>	associations, médias, organismes de défense des droits de l'homme, ONG, Initiative sud-asiatique pour venir à bout de la violence contre les enfants	
<p>Résultat et indicateurs 5.2 (avec le PNUD) Les droits politiques, économiques, sociaux et juridiques de tous et en particulier des groupes vulnérables sont respectés, protégés et exercés, notamment par un renforcement des institutions et un développement des capacités des autorités mandataires.</p> <p>Indicateurs : Nombre de lois révisées pour être rendues conformes aux normes internationales</p>	<p>Démarche : Aider les autorités provinciales et locales à appliquer des réformes de la législation et des politiques et renforcer les systèmes de protection de l'enfance, pour mettre en place des conditions favorables et une justice pour mineurs, en particulier pour les groupes vulnérables</p> <p>Produit 5.2.1 : Les systèmes et les institutions compétentes sont à même d'assurer l'exercice des droits des enfants, la protection et la justice, en particulier des enfants des groupes vulnérables.</p> <p>Indicateur 5.2.1.1 : Des systèmes fonctionnels de protection des enfants sont en place pour assurer la protection et la justice des enfants les plus vulnérables.</p> <p>Référence : 6 systèmes en cours de mise en place. Cible : 7 systèmes répondant aux normes internationales</p>		<p>Ressources de base : 60 220 dollars</p> <p>Autres ressources : 216 440 dollars</p>

<i>Résultats et indicateurs du programme</i>	<i>Démarche, produits et indicateurs du programme</i>	<i>Partenaires et partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources</i>
<p>Résultat 5.3 Les institutions de défense des droits de l'homme sont positionnées stratégiquement et préconisent l'intégration des droits de l'homme à tous les niveaux.</p> <p>Indicateurs : Nombre d'affaires soumises à la Commission des droits de l'homme et réglées par elle</p>	<p>Démarche : Aider les institutions qui défendent les droits de l'homme aux niveaux fédéral, provincial et local à suivre et faire connaître l'exercice des droits des enfants</p> <p>Produit 5.3.1 : La réalisation des droits des enfants est systématiquement incluse dans les principales fonctions des organismes de défense des droits de l'homme et autres institutions, en particulier le Ministère des droits de l'homme et les services provinciaux et locaux de défense des droits de l'homme.</p> <p>Indicateur 5.3.1.1 : Les droits des enfants sont systématiquement inclus dans les fonctions essentielles du Ministère des droits de l'homme, de la Commission des droits de l'homme et des services provinciaux et locaux de défense des droits de l'homme.</p> <p>Référence : 0. Cible : 8</p>		<p>Ressources de base : 728 570 dollars</p> <p>Autres ressources : 2 662 350 dollars</p>
<p>Domaine prioritaire 6 du programme « Unis dans l'action » et de la stratégie nationale : Sécurité alimentaire et nutritionnelle des groupes les plus vulnérables</p> <p>Montant indicatif des ressources : ressources de base : 6,7 millions de dollars; autres ressources : 24,5 millions de dollars</p>			
<p>Domaine de concentration du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF : Survie et développement du jeune enfant</p>			
<i>Résultat et indicateurs du programme</i>	<i>Démarche, produits et indicateurs du programme</i>	<i>Partenaires et partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources</i>
<p>Résultat 6.2 Meilleure sécurité nutritionnelle en particulier chez les groupes vulnérables</p> <p>Indicateurs : Augmentation en pourcentage de la consommation par les ménages, d'aliments</p>	<p>Démarche : Aider les autorités fédérales, provinciales et locales à définir des stratégies, des plans, une législation et des directives intégrés en matière de nutrition. Faciliter les contributions intersectorielles, dans les secteurs de la santé publique, de l'agriculture, de l'eau et l'assainissement, de la nourriture et de l'éducation. Améliorer la capacité de définir et de gérer et appliquer des interventions nutritionnelles, en faveur notamment de la mère, de l'enfant en bas âge et du jeune enfant pour améliorer les pratiques alimentaires et distribuer des</p>	<p>Autorités fédérales : Commission du plan, Division du Cabinet, Ministère de la coordination interprovinciale, Ministère de la sécurité et de la recherche alimentaires</p>	<p>Ressources de base : 6 701 520 dollars</p> <p>Autres ressources : 24 479 480 dollars</p>

<i>Résultat et indicateurs du programme</i>	<i>Démarche, produits et indicateurs du programme</i>	<i>Partenaires et partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources</i>
fortifiés, y compris de suppléments; pourcentage d'enfants de moins de six mois exclusivement allaités au sein; réduction en pourcentage de la malnutrition chez les enfants et les femmes	<p>micronutriments. Développer une meilleure capacité en matière de nutrition par l'intégration de la nutrition dans les établissements d'enseignement ainsi que dans la formation avant l'emploi et pendant l'emploi</p> <p>Produit 6.2.1 : Les stratégies nutritionnelles sont développées et appliquées de façon cohérente pour réduire la malnutrition des plus vulnérables.</p> <p>Indicateur 6.2.1.1 : Nombre d'autorités fédérales, provinciales ou locales qui ont élaboré et appliqué des stratégies intégrées en matière de nutrition</p> <p>Référence : 1. Cible : 8</p> <p>Produit 6.2.2 : Les soignants dans les districts à haut risque pratiquent un ensemble de gestes essentiels de prévention de la malnutrition chez les enfants.</p> <p>Indicateur 6.2.2.1 : Pourcentage d'enfants de moins de 6 mois exclusivement allaités au sein</p> <p>Référence : 37 %. Cible : 65 %</p> <p>Indicateur 6.2.2.2 : Pourcentage de ménages consommant du sel iodé</p> <p>Référence : 69. Cible : 90</p> <p>Indicateur 6.2.2.3 : Pourcentage d'enfants âgés de 6 à 23 mois alimentés au moyen d'une ration alimentaire minimale acceptable</p> <p>Référence : 8,3 %. Cible : 30 %</p>	<p>Autorités provinciales et locales : Services locaux des ministères techniques, organismes locaux</p> <p>Autres partenaires : Organismes des Nations Unies, universités, associations, médias, organisations de défense des droits de l'homme, ONG, Initiative micronutriments, Initiative de l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition</p> <p>Partenariats : Augmentation d'échelle de l'action des partenariats pour la nutrition</p>	

<i>Résultat et indicateurs du programme</i>	<i>Démarche, produits et indicateurs du programme</i>	<i>Partenaires et partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources</i>
Dépenses transversales			Ressources de base : 8 250 000 dollars Autres ressources : 26 420 000 dollars

**Montant indicatif des ressources de l'UNICEF
pour la période 2013-2017 au Pakistan**

Ressources de base : 90 740 430 dollars

Autres ressources : 320 010 000 dollars

Total : 410 750 430 dollars